

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Aumond

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil de la MUNICIPALITÉ D'AUMOND

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ D'AUMOND (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ D'AUMOND au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ D'AUMOND inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23, S23-1 et S23-2 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

LANGEVIN GRONDIN, CPA INC.

PAR MARIE-CLAUDE GRONDIN, CPA. AUDITEUR, CA

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | Réalizations 2018 | | Budget 2019 | Réalizations 2019 | | |
|--|---------------------------|---------------------------|---------------------------|--------------------------------------|------------------------------|-----------|
| | Administration municipale | Administration municipale | Administration municipale | Organismes contrôlés et partenariats | Total consolidé ¹ | |
| Revenus | | | | | | |
| Fonctionnement | 1 | 1 652 905 | 1 530 008 | 1 655 382 | 24 412 | 1 667 152 |
| Investissement | 2 | 143 571 | 47 033 | 47 033 | 725 | 47 758 |
| | 3 | 1 796 476 | 1 577 041 | 1 702 415 | 25 137 | 1 714 910 |
| Charges | 4 | 1 535 172 | 1 525 008 | 1 693 954 | 23 917 | 1 705 229 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 5 | 261 304 | 52 033 | 8 461 | 1 220 | 9 681 |
| Moins : revenus d'investissement | 6 (| 143 571) (| 47 033) (| 47 033) (| 725) (| 47 758) |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales | 7 | 117 733 | 5 000 | (38 572) | 495 | (38 077) |
| Éléments de conciliation à des fins fiscales | | | | | | |
| Amortissement des immobilisations | 8 | 203 431 | | 215 617 | 6 718 | 222 335 |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 9 | | | | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 10 (| 4 700) (|) (| 23 928) (| 7 094) (| 31 022) |
| Affectations | | | | | | |
| Activités d'investissement | 11 (| 82 009) (|) (| 270 328) (| 850) (| 271 178) |
| Excédent (déficit) accumulé | 12 | | | | | |
| Autres éléments de conciliation | 13 | | | | | |
| | 14 | 116 722 | | (78 639) | (1 226) | (79 865) |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | 15 | 234 455 | 5 000 | (117 211) | (731) | (117 942) |

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | 2018 | 2019 | 2018 |
|---|------|------------------------------|------------------------------|--------------------|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Total consolidé |
| Actifs financiers | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 | 197 571 | 82 556 | 201 644 |
| Débiteurs | 2 | 400 001 | 409 693 | 420 295 |
| Placements de portefeuille | 3 | | | |
| Autres | 4 | | | |
| | 5 | 597 572 | 492 249 | 621 939 |
| Passifs | | | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 6 | | | |
| Dette à long terme | 7 | 94 300 | 242 877 | 168 252 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs | 8 | | | |
| Autres | 9 | 104 470 | 125 238 | 107 360 |
| | 10 | 198 770 | 368 115 | 275 612 |
| Actifs financiers nets (dette nette) | 11 | 398 802 | 124 134 | 346 327 |
| Actifs non financiers | | | | |
| Immobilisations | 12 | 3 163 647 | 3 437 896 | 3 337 233 |
| Autres | 13 | 51 522 | 60 400 | 54 844 |
| | 14 | 3 215 169 | 3 498 296 | 3 392 077 |
| Excédent (déficit) accumulé | | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 15 | 544 624 | 427 411 | 550 365 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 16 | | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 17 | | | |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 18 (|) (|) (|) (|
| Financement des investissements en cours | 19 | | | |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 20 | 3 069 347 | 3 195 019 | 3 188 039 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 21 | | | |
| | 22 | 3 613 971 | 3 622 430 | 3 738 404 |

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | 2019 | 2018 |
|---|----|------|------|
| Excédent de fonctionnement affecté | | | |
| Administration municipale | | | |
| - | 23 | | |
| - | 24 | | |
| - | 25 | | |
| - | 26 | | |
| - | 27 | | |
| - | 28 | | |
| - | 29 | | |
| - | 30 | | |
| - | 31 | | |
| | 32 | | |
| Organismes contrôlés et partenariats | 33 | | |
| | 34 | | |
| Réserves financières et fonds réservés | | | |
| Administration municipale | 35 | | |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | 36 | | |
| | 37 | | |

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | Administration municipale | | | Données consolidées | |
|--|----|--|-----------------------------------|-----------|---------------------|--------------|
| | | Réalizations 2019 | | | Réalizations | Réalizations |
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | 2019 | 2018 |
| Administration générale | 1 | 430 718 | 24 750 | 455 468 | 455 468 | 401 791 |
| Sécurité publique | | | | | | |
| Police | 2 | 65 225 | | 65 225 | 65 225 | 63 246 |
| Sécurité incendie | 3 | 76 631 | 11 498 | 88 129 | 88 129 | 112 188 |
| Autres | 4 | 58 568 | | 58 568 | 58 568 | 874 |
| Transport | | | | | | |
| Réseau routier | 5 | 519 031 | 147 924 | 666 955 | 666 955 | 588 472 |
| Transport collectif | 6 | 16 387 | | 16 387 | 25 995 | 31 201 |
| Autres | 7 | | | | | |
| Hygiène du milieu | | | | | | |
| Eau et égout | 8 | 69 254 | | 69 254 | 69 254 | 64 992 |
| Matières résiduelles | 9 | 102 126 | | 102 126 | 102 126 | 107 357 |
| Autres | 10 | 371 | | 371 | 371 | 188 |
| Santé et bien-être | 11 | 91 | | 91 | 91 | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 12 | 28 493 | 1 445 | 29 938 | 29 938 | 42 345 |
| Promotion et développement économique | 13 | 10 486 | | 10 486 | 10 486 | 21 685 |
| Autres | 14 | 13 974 | 13 525 | 27 499 | 27 499 | 28 829 |
| Loisirs et culture | 15 | 73 617 | 16 475 | 90 092 | 90 092 | 75 156 |
| Réseau d'électricité | 16 | | | | | |
| Frais de financement | 17 | 13 365 | | 13 365 | 15 032 | 13 031 |
| Effet net des opérations de restructuration | 18 | | | | | |
| | 19 | 1 478 337 | 215 617 | 1 693 954 | 1 705 229 | 1 551 355 |
| Amortissement des immobilisations | 20 | 215 617 | (215 617) | | | |
| | 21 | 1 693 954 | 0 | 1 693 954 | 1 705 229 | 1 551 355 |

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | 2019 |
|---|---|---------|
| Endettement net à long terme de l'administration municipale | 1 | 242 877 |
| Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu) | 2 | 565 547 |

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | 2019 Total consolidé | 2018 Total consolidé |
|---|----|----------------------------|----------------------------|
| Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal | | | |
| Emprunts refinancés par anticipation | 3 | | |
| Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette | 4 | | |
| Montant à la charge de l'ensemble des contribuables | 5 | 295 436 | 149 194 |
| Montant à la charge d'une partie des contribuables | 6 | | |
| Dette à long terme à la charge des tiers | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹ | 7 | 14 969 | 19 728 |
| Autres | 8 | | |
| Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement | 9 | | |
| | 10 | 310 405 | 168 922 |

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | | Réalizations 2018 | Budget 2019 | Réalizations 2019 | |
|---|----|------------------------------|------------------------------|------------------------------|--------------------|
| | | Administration municipale | Administration municipale | Administration municipale | Total consolidé |
| Fonctionnement | | | | | |
| Taxes | 11 | 1 065 974 | 1 043 237 | 1 066 987 | 1 066 987 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 12 | 26 973 | 26 973 | 26 973 | 26 973 |
| Quotes-parts | 13 | | | | |
| Transferts | 14 | 478 991 | 403 806 | 484 134 | 486 490 |
| Services rendus | 15 | 22 533 | 21 692 | 18 606 | 26 758 |
| Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille | 16 | 25 399 | 34 300 | 30 694 | 30 694 |
| Autres | 17 | 33 035 | | 27 988 | 29 250 |
| | 18 | 1 652 905 | 1 530 008 | 1 655 382 | 1 667 152 |
| Investissement | | | | | |
| Taxes | 19 | | | | |
| Quotes-parts | 20 | | | | |
| Transferts | 21 | 137 423 | 47 033 | 47 033 | 47 758 |
| Autres | 22 | 6 148 | | | |
| | 23 | 143 571 | 47 033 | 47 033 | 47 758 |
| | 24 | 1 796 476 | 1 577 041 | 1 702 415 | 1 714 910 |

Extrait du rapport financier, page S12

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Au trésorier de la MUNICIPALITÉ D'AUMOND,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la MUNICIPALITÉ D'AUMOND (ci-après la « ville / municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la MUNICIPALITÉ D'AUMOND de répondre aux exigences de [l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la MUNICIPALITÉ D'AUMOND.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la MUNICIPALITÉ D'AUMOND;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

LANGEVIN GRONDIN, CPA INC.
PAR MARIE-CLAUDE GRONDIN, CPA AUDITEUR, CA

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

| | | |
|---|-----------|-------------------------|
| Revenus de taxes | 1 | 1 066 987 |
| Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes | 2 | _____ |
| Ajouter | | |
| Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière | 3 | |
| Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales | 4 | |
| Déduire | | |
| Taxes d'affaires | 5 | |
| Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM | 6 | |
| Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base | 7 | |
| Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1 | 8 | 4 293 |
| Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation | 9 | _____ |
| Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel | 10 | <u>1 062 694</u> |

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

| | | |
|---|-----------|--------------------------|
| Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date | 11 | 78 388 200 |
| Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date | 12 | <u>78 619 900</u> |
| Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2) | 13 | <u>78 504 050</u> |

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | | | | 1 , | | | | | 7 / 100 \$